



ELECTIONS 2016

au Conseil d'Administration



Présentation des candidats
& Professions de foi

Céline BRACONNIER

▮ Céline Braconnier est professeure des universités en science politique et directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Chercheuse au CESDIP (UMR 8183), elle co-anime depuis 2013 le réseau de recherche FEEL (Futur des études électorales) de l'AFSP.

▮ Profession de foi

Je présente ma candidature au conseil d'administration de l'AFSP avec pour motivation de soutenir le dialogue largement entamé en son sein entre les sous-disciplines qui constituent la science politique, les différentes approches scientifiques qu'elle rassemble et les institutions qui la portent (universités, laboratoires de recherche, instituts d'études politiques notamment). Cette diversité constitue une richesse dès lors que l'AFSP promeut des dispositifs et des rituels intégrateurs dont j'encouragerai la diversification au cours de mon mandat. Au plan international, la promotion de partenariats avec les associations de science politique doit permettre d'une part que des politistes français prennent leur part de programmes internationaux de recherche, d'autre part que ce qui distingue les universitaires et chercheurs français soit valorisé en dehors de l'hexagone. L'AFSP joue enfin un rôle complémentaire de celui d'autres associations dans la diffusion d'informations précieuses pour les entrants et les collègues isolés au plan disciplinaire. Elle est porteuse d'une voix qui pourra s'affermir dans la défense des conditions de travail tant pédagogique que scientifique des politistes d'ici et d'ailleurs, particulièrement là où les libertés sont bafouées.



Hélène COMBES

▮ Hélène Combes est chargée de recherche CNRS et rattachée au CERI-Sciences Po.

▮ Profession de foi

Je candidate pour la première fois à l'AFSP avec qui j'ai, cependant, une longue expérience de collaborations. Encore doctorante, comme co-présidente de l'ANCMSP, j'ai participé à la mise en place des premiers salons des thèses. Puis, comme représentante des jeunes chercheurs en SHS au Comité Beaulieu-Brezin (Comité de proposition pour les réformes de la recherche), j'ai travaillé en étroite collaboration avec les organisations professionnelles dont l'AFSP.

Recrutée en 2006 comme CR au CNRS, j'ai été rattachée au CRPS-Université Paris 1 où je me suis investie dans la formation doctorale en coordonnant, de 2008 à 2010, les activités scientifiques de l'Ecole doctorale. Parallèlement, j'ai co-animé le GEOPP, groupe de l'AFSP, sur les organisations et partis politiques de 2005 à 2011, lieu de débats des sciences sociales du politique ouvert sur l'international. Début 2011, j'ai rejoint le CERI (Sciences Po-CNRS) où j'ai intégré l'équipe de la revue Critique internationale. J'ai aussi participé, au sein de Sciences Po, à la défense d'un Master recherche en science politique, menacé par des réorganisations à l'échelle de l'établissement. J'ai activement pris part à la construction de la maquette du nouveau Master de sociologie politique comparée, faisant du dialogue entre spécialistes de terrain variés (européens ou extra-européens) un principe pédagogique fort. Depuis 2012, je suis membre élue de la section 40, mandat qui prend fin en juin de cette année.



Comparatiste, spécialiste de l'Amérique latine, j'ai toujours allié un fort ancrage disciplinaire à l'étude de mes terrains, principalement mexicains, comme l'attestent mes ouvrages (Prendre parti. Trajectoires de gauche au Mexique, Karthala 2011 ; Sociologie du clientélisme (avec Gabriel Vommaro), La Découverte 2015 ; Les lieux de la colère (avec Camille Goirand et David Garibay, Karthala, 2016). Ma préoccupation a aussi été de défendre une « autre » internationalisation que celle axée exclusivement sur les espaces anglophones, et ce en favorisant la collaboration entre collègues français et latino-américains - comme en témoigne un ouvrage qui vient de paraître sur l'étude des mobilisations (Mirar y estudiar la protesta, UAM, 2016).

Au cours de mes différents investissements (instances universitaires, comité de pilotage ANR, CN du CNRS), j'ai œuvré à la défense de notre discipline tout en prônant une conception ouverte de celle-ci sur l'ensemble des sciences sociales. La transparence des recrutements et la défense des jeunes chercheurs a aussi constitué un fil rouge de mon engagement institutionnel, que je souhaiterais maintenant poursuivre au sein de l'AFSP.

Dorota DAKOWSKA

► Dorota Dakowska est professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2. Elle est membre du CNU et de l'Institut Universitaire de France.

► Profession de foi

Professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 depuis septembre 2015, membre du CNU, je présente ma candidature au conseil d'administration de l'AFSP pour la première fois. Du fait de mon parcours, je pense pouvoir apporter à l'AFSP mon expérience d'établissements situés à Paris et dans sa région ainsi qu'en province, des universités comme des IEP et des centres de recherche à l'étranger. Ayant eu la chance de bénéficier de bonnes conditions pour mener à bien mes recherches sur les acteurs de la politique étrangère allemande, l'élargissement de l'Union européenne et, plus récemment, les transformations de l'enseignement supérieur, je suis consciente des inégalités dans l'accès aux moyens et au temps indispensables pour mener à bien nos projets. Attachée à l'idée – souvent malmenée – de l'université comme un espace de liberté académique, permettant de concilier enseignement et recherche, je souhaite contribuer à défendre la science politique française déjà forte de ses nombreux atouts : un périmètre cohérent, une ouverture raisonnée à l'international, sa propension au dialogue avec d'autres disciplines des sciences sociales.

J'apprécie le travail de l'ASFP pour avoir fréquenté ses congrès et contribué à animer une de ses sections thématiques. Je propose ma candidature au CA de l'AFSP car je voudrais contribuer, collectivement, au respect des différentes sensibilités disciplinaires, à l'insertion professionnelle de jeunes chercheur.e.s et au maintien d'une pluralité de canaux d'avancement dans la carrière.



Marine DE LASSALLE

► Marine de Lassalle est professeure de sociologie politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et membre du Laboratoire Sociétés, Acteurs et Gouvernements en Europe (SAGE).

► Profession de foi

Lorsque j'ai été nommée en 1998 comme MCF à l'IEP de Strasbourg, la science politique n'y avait pas la centralité qu'elle occupe traditionnellement au sein des IEP. Cette expérience m'a rendue sensible à l'engagement quotidien et trop souvent invisible des équipes qui travaillent dans nombre d'universités de province au développement de notre discipline. A ce titre, j'ai acquis la conviction que l'AFSP était un lieu essentiel pour assurer que la science politique soit davantage présente, là où elle existe, mais aussi dans de nombreux cursus de Licence d'autres disciplines (droit, sciences sociales, AES, humanités) et soutenir les collègues qui cherchent à développer des parcours propres.



Ce nécessaire développement doit également continuer à se faire dans le dialogue avec d'autres disciplines. Lorsque j'étais directrice adjointe du Groupe de Sociologie Politique Européenne, nous avons eu à cœur de désenclaver les études européennes. Aujourd'hui membre d'un laboratoire pluridisciplinaire (l'UMR SAGE), je mesure quotidiennement la fertilité des approches interdisciplinaires dans nos activités de recherche sur la politique, et la direction de plusieurs masters pluridisciplinaires n'a fait que renforcer cette conviction. Devenue Professeure de sociologie en 2015, puis nommée au CNU 19 en 2016 après avoir été élue au CNU 04, je souhaite que mon mandat vise plus particulièrement à consolider les relations de notre discipline avec les sciences sociales.

Mais c'est aussi au regard de l'engagement de nos disciplines dans le débat public que ces relations doivent être affirmées et consolidées. Alors que les sciences sociales font aujourd'hui l'objet de vives critiques, et que la nécessité de comprendre et d'expliquer n'a jamais été aussi

forte, il me semble nécessaire de contribuer à donner à notre production scientifique toute la place qu'elle doit occuper dans l'espace de la discussion publique et de contribuer ainsi à la réflexivité de nos sociétés.

Didier GEORGAKAKIS

Didier Georgakakis est professeur de science politique au département de science politique de l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne et professeur visitant au Collège d'Europe de Bruges. Membre du conseil d'administration de l'AFSP depuis 2006.

Profession de foi

Tout en exerçant mes fonctions d'enseignant-chercheur, je me suis depuis longtemps investi dans ma discipline sur le plan local (à l'IEP de Lyon où j'ai été formé, à Strasbourg ou maintenant à Paris) comme dans les associations nationales. Élu au conseil de l'AFSP, j'ai pris en charge un ensemble de missions européennes, notamment au sein de la Confédération européenne des Associations de Science Politique et plus récemment de l'Alliance européenne des SHS qui regroupe une trentaine d'associations comme l'ECPSA ou l'ECPR.

Cet engagement a sans doute des origines personnelles : je ne parlais pas un mot d'anglais il y a quinze ans et les études européennes ont été aux avant-postes d'une internationalisation dont je crois discerner à la fois les enjeux intellectuels et les limites. Plus généralement, ces associations me sont apparues comme un levier important pour relayer des mobilisations nationales (l'ECPSA a par exemple écrit à notre ministère pour relayer des mobilisations de l'AFSP), prôner une définition pluraliste (sur le plan intellectuel, méthodologique ou linguistique) de nos disciplines au niveau international et les représenter auprès de l'Union européenne.

Le combat de ces associations a permis que les SHS aient finalement un défi autonome au sein d'Horizon 2020 (SC 6, 1,2 Md), ce qui n'était pas prévu à l'origine. Mais cette structuration est lente et il reste beaucoup à faire (pour la mise en œuvre d'H2020, une expertise plus juste, la pluridisciplinarité au sein des SHS et avec d'autres grandes disciplines mais aussi pour anticiper la fabrication des agendas et des catégories qui s'imposent ensuite aux politiques nationales de l'ESR).

C'est notamment pour poursuivre cette tâche, continuer à nous représenter et à initier les débats et les mobilisations de l'AFSP liées à l'Europe que je me présente à ce nouveau mandat.



Florence HAEGEL

Florence Haegel est professeure à Sciences Po et membre du Centre d'Etudes Européennes. Elle est directrice du Département de science politique de Sciences Po Paris et co-responsable du programme « politique comparée » au sein de son école doctorale. Membre du conseil d'administration de l'AFSP depuis 2012.

Profession de foi

Membre sortante du conseil d'administration de l'Association Française de Science Politique, je me présente pour un nouveau mandat. Il me semble, en effet, encore plus nécessaire aujourd'hui de s'engager dans les instances collectives de la discipline dans un contexte où la science politique, et plus largement les sciences sociales, doivent être défendues.



Je suis particulièrement attachée au pluralisme de notre discipline, pluralisme des approches et des méthodes. Ce principe doit constituer la principale ligne directrice d'une instance professionnelle comme l'AFSP. Toutefois, le principe de pluralisme ne doit pas conduire à une fragmentation de la discipline en petits groupes qui se juxtaposent. Pour cela, il me semble important de promouvoir des lieux de discussion scientifique les plus ouverts possibles : discussion entre nous mais également participation aux discussions scientifiques internationales et au débat public.

L'autre mission importante que prend en charge l'AFSP est d'accompagner la professionnalisation des jeunes chercheurs. La vitalité de la discipline repose, pour partie, sur les jeunes docteur-e-s qui sont nombreux à s'investir dans les congrès de l'association, à publier dans les revues de la discipline. Dans ce cadre, il me paraît important de promouvoir les collaborations inter-générationnelles, celles-ci supposent l'implication des enseignants-chercheurs établis à l'animation scientifique (et non seulement administrative) de l'association. Je souhaite y prendre ma part.

Driss LARAFI

Driss Larafi est professeur de l'enseignement supérieur à l'Université d'Ibn Tofail et membre de l'IJSS, International Institute of Strategic Studies de Londres et de l'International Peace Science Society, Université de Pennsylvanie-Usa.

Profession de foi

Membre de l'AFSP depuis plusieurs années, je me présente pour la première fois au conseil d'administration, en vue de susciter une impulsion à la transdisciplinarité dans la recherche et donc je m'inscris dans une démarche plus globale. Il importe de donner la priorité aux grands débats versus l'hypotrophie sous-disciplinaire, source de préoccupation qui a nécessité des groupes de projet. Sur cette trame de fond et vu ces enjeux autant transnationaux qu'internationaux, il s'avère d'une impérieuse nécessité d'intégrer et de développer considérablement les relations internationales, mais indubitablement les études stratégiques, à même de se forger une bonne compréhension commune, suite à l'éruption dans l'espace communautaire de ce phénomène de violence inouïe, suscitant une insécurité implacable.

Sur ce plan, je souhaite mettre au profit de l'AFSP, le résultat de mes recherches en matière de questions nucléaires et stratégiques et plus généralement des relations internationales, ayant en filigrane, la qualité de la recherche et son approfondissement, tout en veillant à promouvoir le pluralisme disciplinaire, la diversité des approches théoriques et une meilleure coordination des réflexions des membres.

Parlant couramment l'anglais, je ne ménagerai aucun effort à favoriser la recherche et les échanges internationaux pour « arrimer » la science politique et cela de façon interactive, aux approches anglo-saxonne, la fructifier, exploiter les pistes les plus fécondes qu'elles offrent et tirer avantage des concepts, notions et paradigmes à même d'éclairer les grands dossiers actuels.

Attaché à l'idée que l'AFSP est un lieu de réflexion collective, et une instance de débats, de dialogue et d'ouverture à toutes les susceptibilités académiques, je m'engage irrémédiablement à appuyer cette dynamique.



Thomas LINDEMANN

Thomas Lindemann est professeur de science politique à l'Université Versailles Saint-Quentin. Membre du conseil d'administration de l'AFSP depuis 2012.

Profession de foi

Pour ma réélection au conseil d'administration de l'AFSP, j'aimerais continuer à contribuer à établir des ponts, notamment entre (sous) disciplines, paradigmes, entre l'international et le « local », entre la région Ile-de-France et « la » Province, entre les facultés et les I.E.P. et, plus largement, entre les générations. Je souhaite continuer à défendre la qualité de la recherche publique et son orientation non-utilitariste, ainsi que les droits et les statuts des chercheurs qui la pratiquent au quotidien. Je suis favorable à un recrutement des jeunes chercheur/seuse/s qui reste essentiellement qualitatif et dont la thèse doit demeurer l'élément central. Je souhaite également encourager les travaux et les carrières des chercheur/seuse/s atypiques de qualité.



En outre, je défends une conception ouverte et volontaire de la recherche publique. Je souhaite :

- promouvoir les échanges internationaux de l'AFSP ;
- promouvoir la carrière des jeunes chercheur/seuse/s (prix, ateliers, groupes thématiques, etc.) ;
- défendre notamment un nombre de renouvellements de postes en science politique qui soit au moins égal au nombre des départs à la retraite ;
- défendre le pluralisme disciplinaire, aussi bien dans la diversité des domaines, des approches théoriques que dans la diversité des profils de chercheur/seuse/s et des stratégies de carrière qu'ils construisent ;
- défendre l'autonomie de la science politique dans l'évaluation des carrières des chercheur/seuse/s.

Alain LUCAS

Alain Lucas est collaborateur de cabinet contractuel.

Profession de foi

Je suis candidat pour siéger au conseil d'administration de l'Association Française de Science politique dont la noble mission est de favoriser la recherche et les échanges internationaux. Sa renommée avérée et sa singulière pertinence lui permettant d'ancrer ses activités dans le réel de nos connaissances. Le rôle et les orientations de l'AFSP m'intéressent en raison de la pluridisciplinarité de la science politique qu'il faut faire évoluer et contribuer à la rendre plus lisible.

Je suis attiré par la richesse et l'attractivité associative de son réseau qui permettent de mettre en relation politistes, chercheurs, doctorants et professionnels.

La manière qu'a l'association de faciliter les échanges est attractive car elle réunit celles et ceux qui partagent une appétence fabuleuse et exigeante de la science politique qui les place au cœur de la réflexion et de la vie intellectuelle et politique.

J'ai la conviction que la science politique peut gagner en esprit d'initiative et de proposition en ayant l'occasion de s'appuyer sur l'expérience concrète de praticiens de l'action publique. C'est la raison pour laquelle, à l'appui de mon expérience professionnelle de trente années aux côtés d'élus nationaux et locaux, au cœur du processus décisionnel des cabinets parlementaires et des collectivités territoriales, je peux offrir un éclairage complémentaire et empirique utile à la réflexion dans l'organisation des actions que l'AFSP offre à ses membres, de ses recherches, de ses manifestations et de ses relations avec ses partenaires institutionnels.

Aussi, je m'engage, si vous le décidez, à promouvoir en toute impartialité les actions de notre Association tant le calendrier de ses activités est enrichissant sur le plan humain et intellectuel.



Michel MANGENOT

Michel Mangenot est professeur de science politique à l'Université de Lorraine (ISAM-IAE Nancy) et chercheur à l'Institut de recherches sur l'évolution de la Nation et de l'Etat (IRENEE). Membre du conseil d'administration de l'AFSP depuis 2012.

Profession de foi

Elu pour la première fois en 2012 au conseil, je sollicite le renouvellement de mon mandat. Adhérent depuis 1996, je souhaite y poursuivre mon action après avoir été membre du Comité local d'organisation de notre Congrès de Strasbourg en 2011. Entré comme maître de conférences (à Strasbourg), je suis devenu, en 2013, professeur (à Nancy). Passé d'un IEP et d'un laboratoire CNRS (GSPE devenu SAGE), à une Université (sans IEP) et une équipe d'accueil composée pour l'essentiel de publicistes (IRENEE), je mesure l'importance de cette instance afin de faire prévaloir l'autonomie de notre discipline en dehors de ses pôles centraux.



Je propose d'agir à deux niveaux. Tout d'abord, pour une meilleure reconnaissance de la science politique au sein de l'espace politico-administratif français et européen. Je dispose pour cela de l'expérience acquise jusqu'en 2013 comme Chargé de mission du Président de l'Université de Strasbourg pour le Pôle européen d'administration publique, réseau rassemblant l'UdS, l'IEP, l'ENA et l'INET. J'enseigne depuis à l'ENA, tiens une chronique à la Revue française d'administration publique et suis en contact étroit avec les institutions européennes (Commission mais aussi Conseil).

Ensuite, décloisonner notre discipline, en favorisant de nouvelles interdisciplinarités. J'ai structuré des échanges avec les historiens dans le champ des études européennes. Affecté à l'Institut supérieur d'administration et de management (ISAM-IAE Nancy), la défense de la science politique est un combat quotidien. Mais cela offre aussi des opportunités, ainsi, j'ai lancé fin 2015, avec un collègue gestionnaire, les Ateliers du management public afin de croiser les regards sur les organisations publiques entre les sciences de gestion et la science politique.

Eric PHELIPPEAU

Éric Phélippeau est professeur de science politique à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense et membre de l'Institut des sciences sociales du politique.

Profession de foi

L'AFSP joue un rôle central de promotion de la science politique. Son engagement est d'autant plus utile que notre communauté professionnelle a été bousculée par l'introduction de la LRU et qu'elle continue de l'être, notamment via les réformes qui se profilent sur le suivi des carrières. Si les adhérents de l'association me désignent pour faire partie de leurs représentants, je m'engagerai à participer aux initiatives collectives visant à défendre notre discipline face à ces nouvelles sources de tensions. Ayant été plusieurs années en charge de la professionnalisation au sein d'une UFR de droit et de science politique, je suis en outre sensible au devenir professionnel des jeunes chercheur-e-s, à leur visibilité scientifique, et, plus généralement, à la valorisation de la thèse comme qualification professionnelle reconnue, et je souhaite continuer à investir ces compétences que j'ai acquises au service de la défense de ces objectifs. Sur le plan de la recherche enfin, j'ai longtemps été associé à une équipe d'accueil de jeunes chercheurs, avant d'être rattaché à une UMR du CNRS, et j'ai débuté mes travaux par une sociogenèse de la professionnalisation politique et un débat avec des historiens, avant de les poursuivre sur l'analyse du financement de la vie politique et des politiques de probité publique, en collaboration avec des collègues sociologues, économistes et un réseau de chercheurs de l'IPSA. Conformément à cet itinéraire, je m'engage à promouvoir une conception de la science politique ouverte aux échanges avec les autres disciplines et nos collègues de l'étranger.



Christophe ROUX

Christophe Roux est professeur de science politique à l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS) et membre de l'Equipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés (ERMES, UNS). Il est chercheur associé au Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (CEPEL, Université de Montpellier-CNRS).

Profession de foi

Je présente pour la première fois ma candidature au conseil d'administration de l'AFSP. Si cette démarche traduit mon désir de contribuer à la vie collective de la profession, deux préoccupations majeures guident plus spécifiquement mon engagement. La première concerne la sauvegarde et la promotion de la science politique à l'heure où elle se voit lui être décerné le label peu enviable de « discipline rare ». Nous demeurons confrontés à des défis per-



sistants de visibilité et de représentation dans un paysage universitaire affecté par la re-composition des établissements et un contexte financier dégradé. Avec ses partenaires institutionnels et associatifs, l'Association a vocation à faire entendre sa voix sur les enjeux actuels, y compris en s'appuyant sur l'expérience de ses membres en poste dans des UFR à dominante juridique de taille plus modeste et moins favorablement positionnés sur la carte universitaire. Une communauté aussi exigeante que la nôtre est condamnée à la vigilance et doit pouvoir compter sur des soutiens collectifs dont l'AFSP est nécessairement l'un des leviers. Le second axe majeur vise à soutenir une dynamique d'internationalisation que je perçois, à la lumière de mon propre parcours et d'un certain nombre d'expériences associatives à partager (APSA américaine et SISP italienne notamment), comme riche d'opportunités si l'on s'en saisit sans renoncements intellectuels. L'AFSP doit pouvoir poursuivre sa logique de partenariat pour donner un écho plus large à notre sensibilité et l'enrichir dans la confrontation avec des traditions de recherche diverses.

Nicolas SAUGER

▮ Nicolas Sauger est professeur associé à Sciences Po Paris, où il est chercheur au Centre d'études européennes et au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques.

▮ Profession de foi

Engagé dès les débuts de ma carrière dans ce qui était alors le Groupe d'analyse électorale de l'AFSP, je présente aujourd'hui pour la première fois ma candidature pour intégrer le conseil d'administration de l'Association. Cette candidature, je la conçois comme une contribution possible à la promotion de la discipline et à l'accompagnement des transformations de l'Association initiées depuis plusieurs années. Convaincu de l'intérêt du travail interdisciplinaire et de l'insertion internationale de nos débats, je reste attaché à une conception pluraliste et ouverte de la science politique.

Les chantiers principaux de travail que je perçois pour les années à venir sont dans le prolongement direct des actions passées. Il s'agit évidemment de consolider la centralité du Congrès et des Groupes de projet dans l'animation scientifique de la science politique française mais aussi internationale. Il s'agit également de continuer le travail visant à maintenir la cohérence de la discipline par un dialogue au-delà des frontières sous-disciplinaires et méthodologiques, au-delà des différences générationnelles et de statuts, au-delà des clivages géographiques. Ce travail doit pouvoir conduire à une défense toujours plus efficace des intérêts de la science politique mais aussi sa promotion, tant par rapport à nos collègues étrangers que par rapport à sa place dans l'enseignement des SHS dans le second degré. C'est évidemment par cela que l'insertion des nouvelles générations continuera à être possible et que la vitalité de la discipline pourra être maintenue.



Andy SMITH

▮ Andy Smith est directeur de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques et directeur du Centre Emile Durkheim-Sciences Po Bordeaux. Membre du conseil d'administration de l'AFSP depuis 2006.

▮ Profession de foi



Tout en contribuant aux travaux menés par le conseil d'administration dans son ensemble, je propose de travailler sur au moins trois « chantiers » spécifiques :

- la valorisation des travaux français à l'étranger à travers le développement ou l'approfondissement de mécanismes de médiation divers (ex. l'organisation de panels sur les incompréhensions mutuelles lors de congrès internationaux ; ateliers sur la publication en anglais) ;
- la défense à l'étranger d'une sociologie politique fondée sur des épistémologies constructivistes et un dosage raisonné de techniques d'enquête qualitatives et quantitatives (notamment en appuyant le travail déjà bien entamé par Didier Georgakakis au sein de l'Association européenne de science politique et auprès de la Commission européenne) ;
- l'établissement d'un dialogue plus fructueux entre la science politique et l'économie (en s'appuyant sur le nouveau groupe de travail AFSP « Science politique et économie » (Spéco) et en établissant une relation positive et soutenue entre l'AFSP et l'Association française d'économie politique.



Curriculum vitæ des candidats

Née le 11 mai 1968
Mariée - 3 enfants

Professeure des universités en science politique
Directrice de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye Chercheuse au CESDIP (UMR 8183)

2015 : membre du jury de l'agrégation de science politique

2013 : administratrice provisoire de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye, puis directrice

2013 : co-coordinatrice (avec Nonna Mayer et Paul Bacot) du réseau de recherches, Futur des Etudes Electorales en France (FEEL) de l'Association française de science politique (AFSP)

2012 : professeure des universités en science politique, Université de Cergy-Pontoise

2010-2014 : membre du Jury de l'agrégation de sciences économiques et sociales

1999 : maître de conférences en science politique, Université de Cergy-Pontoise

1998 : docteure en science politique, Université Paris I

1992 : professeure agrégée d'histoire

Domaines de recherche

Sociologie de la participation politique, sociologie des comportements électoraux, rapports ordinaires au politique, méthodes qualitatives

Principales publications scientifiques

Braconnier C., Dormagen J.Y., Gabalda G., Niel X. (2016), « Sociologie de la malinscription et de ses conséquences sur la participation électorale », *Revue française de sociologie*, 57-1, pp 17-44.

Braconnier C., Mayer N. (dir) (2015), *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Presses de Sciences Po, Paris, 2015.

Braconnier C., Dormagen J.Y., Rocha D. (2013), « Quand les milieux populaires se rendent aux urnes. Mobilisation électorale dans un quartier pauvre de Brasilia », *Revue française de science politique*, vol 63, numéro 3-4, pp 487-518.

Braconnier C. (2012), « A plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, janvier-mars, 53-1, pp 61-93.

Braconnier C., Dormagen J.Y. (2010), «Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ?», *Revue Française de Science Politique*, vol. 60, n° 4, pp 663-689.

Braconnier C. (2010), *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, LEJEP, Lextenso-Editions, Paris, préface de Patrick Lehinque.

Braconnier C., Dormagen J.Y (2007), *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Gallimard, Paris (2ème édition 2014).

Chargée de recherche, CNRS

Tél. : +33158717072 - helene.combes@sciencespo.fr

Spécialiste des partis et des mouvements sociaux en Amérique latine, Hélène Combes obtient, en 2004, son doctorat en science politique, *De la politique contestataire à la fabrique partisane. Le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique 1989-2000* à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), Université Sorbonne Nouvelle-Paris III. Tout d'abord chargée d'études sur un contrat européen de l'Institut universitaire européen de Florence à l'Université Paris1 Panthéon Sorbonne (2004-2006), elle devient chercheure au CNRS en 2006. Elle est alors rattachée au Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne) (2006-2010) et rejoint le CERI en 2011.

Recherches en cours

Les mutations du militantisme dans une perspective socio-historique (principalement au Mexique, des années 40 à aujourd'hui), *Action contestataire à Mexico* (Projet ANR-Palapa, coordination avec Sergio Tamayo), *L'échange en politique et la question du "clientélisme"*

Thèmes de Recherches

Mouvements sociaux, Amérique latine

Dernières publications

Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa, Hélène Combes, David Garibay, Camille Goirand, Paris, Karthala, 2016

Sociologie du clientélisme, Hélène Combes, Gabriel Vommaro, Paris, La Découverte, 2015 (coll. Repères)

Née le 10 août 1975 à Varsovie
Nationalité : polonaise
Mariée, deux enfants

E-mail: dorota.dakowska@univ-lyon2.fr
Page web: <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article5185>

STATUT ACTUEL

- Professeure de science politique à l'Université de Lyon 2, membre du laboratoire Triangle (Action, discours, pensée politique et économique UMR 5206).
- Membre de l'Institut Universitaire de France
- Membre du CNU (section 04, suppléante)

PARCOURS UNIVERSITAIRE ET FORMATION

- 2015 : Agrégation de science politique (classée 2^{ème}). Recrutée à l'Université Lumière Lyon 2.
- 2006-2015 : Maître de conférences en Science politique à l'Université de Strasbourg / Institut d'Études Politiques de Strasbourg, membre du laboratoire Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (SAGE, UMR 7363).
- 2010-2015 : Responsable du double diplôme d'études européennes en partenariat entre l'IEP de Strasbourg et l'Université Jagellonne de Cracovie
- 2004-2006 : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) en Science politique à l'Université Paris X - Nanterre, Laboratoire d'Analyse des Systèmes Politiques, LASP.
- 1999-2005 : Institut d'Études Politiques de Paris. Thèse de doctorat en Science politique : *Les fondations politiques allemandes dans la politique étrangère : de la genèse institutionnelle à leur engagement dans le processus d'élargissement de l'Union européenne*, sous la direction de Georges Mink, soutenue le 8 décembre 2005 à l'IEP de Paris devant un jury composé de G. Mink, Pascale Laborier (rapporteuse), Patrick Hassenteufel (rapporteur), Marie-Claude Smouts, Dominique Colas, Marcin Kula. Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
- 1999-2003 et 2003/2004 : Doctorante allocataire au Centre Marc Bloch, Berlin.
- 1999 : IEP de Paris. DEA Transitions démocratiques dans l'Europe post-communiste. Mémoire de DEA intitulé *Entre Politique et Société. La Fondation France-Pologne et les fondations politiques allemandes dans les transformations en Pologne 1989-1999*, sous la direction de G. Mink. Mention : Lauréate et obtention de l'allocation de recherche.

Professeure des Universités en sociologie.
IEP de Strasbourg / Université de Strasbourg
Laboratoire Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (UMR 7363) <http://sage.unistra.fr/>

MISHA
5, allée du Général Rouvillois
67083 Strasbourg
e-mail : marine.delassalle@misha.fr

Titres et diplômes

- HDR en Sociologie, *Voix et voies de la politique. Pour une sociologie des rapports socio-individués à la politique et des transformations du capital culturel*. U. Nantes, Octobre 2013.
- Doctorat en Science politique, *L'impuissance publique. La politique de la lecture publique en France 1945-1993*, sous la direction de Daniel Gaxie.
- D.E.A. Systèmes politiques comparés. Université de Paris I, , 1990.
- Maîtrise de Science Politique. Option sociologie politique, Paris I, 1989.
- Licence de droit public. Option science politique, Paris I, 1988.

Carrière académique

- ALER à Paris I (1990-1993) ; ATER à Paris 13 (1993-1995).
- Maître de conférences de science politique à l'IEP de Strasbourg (depuis 1998).
- Délégation de recherche au CNRS (2007 - 2009).
- Professeure de sociologie à l'IEP de Strasbourg (2015)

Principales thématiques d'enseignements

- Science politique de l'Europe ; Sociologie de l'opinion publique ; Sociologie de l'Action culturelle ; Sociologie de l'action publique, notamment locale ; Sociologie Politique et méthodes des sciences sociales.

Administration et encadrement de la recherche

Directrice Adjointe du Groupe de Sociologie Politique Européenne (GSPE-Prisme UMR 7012, CNRS) (2000-2007) ; Responsable de l'axe 1 du GSPE « professionnels de l'Europe » (avec Didier Georgakakis) (2000-2012) ; Encadrements de dix à quinze mémoires par an, de travaux d'études et de recherche ; Co-direction de deux thèses en cours.

Responsabilités collectives

Directrice du master Politiques Européennes et de la mention Politiques et Affaires publiques en Europe (depuis 2014) ; Directrice du M2 Politique et Gestion de la Culture (2009 -2014) ; Directrice du M2 Recherche Science Politique de l'Europe (2005-2006) ; Directrice du M1 de Sciences politique et sociales (2001-2005).

Participation aux instances universitaires locales ou nationales

Membre nommée au CNU 19 (depuis 2015), élue du CNU - section 04 (2005-2010) ; Membre élue du conseil d'administration de l'Université Robert Schuman (2000-2008) ; Présidente de la section de science politique de l'U.R.S (2005-2009)

Didier Georgakakis, 49 ans, est professeur de science politique au département de science politique de l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne et professeur visitant au Collège d'Europe de Bruges.

Ses enseignements en France et à l'étranger portent pour une grande part sur la sociologie politique de l'Union Européenne, sous-discipline dont il est l'un des promoteurs depuis la fin des années 90. Récemment, ces recherches, qui ont pour objet la spécialisation politique et les transformations des formes de gouvernement et d'administration, se sont plus particulièrement développées dans trois directions: une sociologie historique et politique de la fonction publique européenne, une réflexion théorique sur l'application, les limites ou les réaménagements utiles du concept de champ (notamment bureaucratique) dans le cas de l'UE et un nouveau projet de recherche sur le champ (administratif) des politiques économiques de l'UE depuis 2008.

Son prochain ouvrage, *The euro civil service in (times of) crisis. A political sociology of the changing power of Eurocrats*, est à paraître chez Palgrave en septembre 2016. Par le passé, il a écrit *La République contre la propagande. L'échec originel de la communication d'État en France (1918-1940)*, Paris, Economica, 2004, dirigé six ouvrages collectifs dont *The political uses of governance* (Budrich 2012, avec Marine de Lassalle) et *Le champ de l'Eurocratie, Une sociologie du personnel de l'UE* (Economica 2012 - version anglaise remaniée avec J. Rowell parue fin 2013 chez Palgrave), et publié une cinquantaine de contributions dans des revues à comité de lecture de premier plan (*Revue Française de Science Politique*, *Politix*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, *Genèses*, *Sociétés contemporaines*, *French Politics*, *Comparative European Politics*, *Revue Française d'Administration Publique*, *International Political Sociology*) et de nombreux ouvrages collectifs en France et à l'étranger. Il communique enfin régulièrement dans les congrès internationaux de sa discipline (APSA, CES, EUSA, UACES) et est régulièrement invité à présenter ces travaux dans de nombreux centres de recherches universitaires en France et à l'étranger (dont récemment Oxford, Princeton, Florence, Berlin, Bruxelles, Copenhague, Louvain etc.).

Actuellement responsable du master Affaires Publiques Européennes de la Sorbonne et du parcours joint « action publique en Europe » (Ecole Nationale d'Administration/Paris 1), Didier Georgakakis a exercé une grande variété de responsabilités locales lorsqu'il était en poste à Strasbourg (master labo, MSH, charges de mission, Labex). Il est membre de divers comités et expert auprès de différentes revues et organismes en France et à l'étranger, dont le jury de l'IUF dont il est un membre junior honoraire. Ancien membre du bureau puis Vice-président de l'Association nationale des enseignants et des chercheurs de science politique entre 1998 et 2008, il a été élu par la suite au Conseil de l'AFSP et fut l'un des Vice-présidents en 2012-2014. Son investissement dans l'association l'a conduit à la représenter à la Confédération européenne des associations de science politique dont il a depuis été élu au sein du bureau. Surtout cette position l'a conduit à s'engager massivement dans la défense des SHS sur le plan européen, et ce tout particulièrement pour qu'elles continuent d'exister à part entière dans Horizon 2020, le programme cadre de la Commission. C'est aussi la raison pour laquelle il s'est investi dans la fédération européenne des SHS et tout particulièrement dans l'institutionnalisation de l'Alliance européenne des sciences humaines et sociales (EASSH), dont il est l'un des membres du 'core group'.

<http://univ-paris1.academia.edu/DidierGeorgakakis/>

florence.haegel@sciencespo.fr

Je suis professeure à Sciences Po, membre du Centre d'Etudes Européennes (CEE), Sciences Po, 28, rue des Saints-Pères 75007 Paris.

Je suis actuellement directrice du Département de science politique de Sciences Po, Paris et co-responsable du programme « politique comparée » à l'école doctorale de cette même institution.

Par ailleurs, je participe à la vie de deux revues. Je suis membre du directoire de *Sociétés Contemporaines*, revue interdisciplinaire, et membre du comité de rédaction de la *Revue Française de Science Politique*.

Mes travaux portent sur l'analyse des partis politiques, la socialisation politique et la politisation, le rapport des citoyens à l'Europe ainsi que sur les méthodes qualitatives (en particulier, sur l'usage des entretiens collectifs). Je suis, par ailleurs, actuellement engagée dans une recherche avec Nonna Mayer et Céline Braconnier sur « Précarité, Participation et Politique » (financement PICRI de la Région Ile-de-France)

Professeur / Spécialiste d'études internationales et stratégiques

Email : dr.larafi@gmail.com

BP 33 Rabat, 10000 Maroc

Affiliations :

- Membre de l'Institut international d'études stratégiques (IISS)-London, GB en 1991.
- Membre de l'Association française de Science politique (Paris, France) en 1997.
- Membre de l'International Peace Science Society -Pennsylvanie, USA en 1999.
- Membre de James Martin Center For Non-prolifération Studies Monterey Institute of International Studies. California, USA en 2011.
- Professeur des Relations Internationales à Université Ibn Tofail- Maroc

Diplôme :

Doctorat d'Etat en sciences politiques sur « Les Forces nucléaires et la course aux armements en Méditerranée », Thèse soutenue en juillet 1990 à Université Paris X-Nanterre.

Quelques études et recherches scientifiques :

- Le gel des expérimentations nucléaires et le devenir de l'indépendance stratégique de la France. (Texte apprécié par le directeur de la revue de Défense Nationale en 1996-Paul Marie de la Gorse).
- La Corée du Nord et la prolifération nucléaire démesurée en Asie. L'opinion 30 avril 1996 et sa version anglaise "Deprolifération " versus prolifération in Asia ? non publié.
- La politique sécuritaire de l'Iran et le nouvel environnement géopolitique de la région du Golfe, projet d'étude à l'IISS.
- La nation arlésienne - L'opinion 30 avril 1996 sur le Sahara occidental et la version anglaise : *The fake nation in the desert* (texte envoyé à la Revue Times dans le cadre de droit de réponse).
- La guerre contre l'AQMI dans le Sahel, publié dans le journal électronique Elaph en Décembre 2011.
- Elaboration d'un article synthèse d'un rapport établi par le Ministère des Affaires étrangères à Rabat. Texte publié sous l'égide de la MAP par tous les tribunaux marocains. Le 5 septembre 1996 et intitulé : « Le Maroc élabore une note de stratégie nationale » pour la période 1996 - 2000.

Publications universitaires :

- Manuel sur *L'histoire des relations internationales du Maroc*, 1999.
- Manuel de *la stratégie militaire*- Ecole de Guerre, CREMS Kénitra, 2009.

Autres expériences universitaire et académique :

- Enseignant de la stratégie nucléaire au cours supérieur de défense CSD au l'école de guerre du Maroc
- Ex-enseignant de la géopolitique et du désarmement à l'académie royale militaire du Maroc.
- Président de plusieurs commissions de recrutement de professeurs universitaires- de Doyen- et de commission d'habilitation universitaire.

Professeur de science politique

Expérience professionnelle :

- Professeur des Universités de Science Politique à l'Université Versailles Saint-Quentin (depuis 2013) et chargé de cours à l'Ecole Polytechnique
- Professeur invité à l'University Columbia (Alliance Program) 2016/2017
- Professeur invité à l'Université de Galatasaray (Istanbul), de Saint Joseph à Beyrouth et Staffordshire (UK)
- Professeur de Science Politique à l'Université d'Artois (2008)
- Professeur de Science Politique à l'Université de Bordeaux IV (2005-2008)
- Maître de Conférences à l'Université Toulouse 1 (1998-2005)

Ouvrages d'auteur :

- *Causes of War. The Struggle for Recognition*, ECPR Colchester Press, Essex, 2011
- *Sauver la face, sauver la paix*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- *La guerre*, Paris, Armand Colin, 2010.
- *Penser la guerre*, Logiques Politiques, Paris, L'Harmattan, 2008.
- *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914*, Paris, Economica, 2001.
- *Die Macht der Perzeptionen und Perzeptionen von Mächten*, Berlin, Duncker und Humblot, 2000.
- *Des Allemagnes et de l'Allemagne*, Paris, FEDN, 1993.

Ouvrages collectifs et direction de numéro

- Thomas Lindemann, Erik Ringmar, *The Struggle for recognition in international relations*, Paradigm Publisher, Yale Series, 2014.
- Thomas Lindemann, Michel-Louis Martin (dir.), *Les militaires et le recours à la force armée. Faucons ou colombe ?*, L'Harmattan, Paris, 2006.
- E. Cabanes, E. Husson, Thomas Lindemann et al. (dir.), *Sociétés en guerre*, Paris, Armand Colin, 2003.
- (avec Charlotte Epstein) ; *Retour vers Hegel*, *Raisons Politiques*, no. 61, 2016.
- (avec Jens Thoemmes), « Temporalités et guerres », *Revue Temporalités*, à paraître pour l'été 2015.
- (avec Richard Ned Lebow), « Symbolic and Cultural Approaches to World War I », *International Relations*, juin 2014.
- (avec Julie Saada) « Guerres et reconnaissance », *Cultures et Conflits*, n°87, automne 2012.

Derniers articles dans revue internationale à comité de lecture :

- A paraître («Vers une reformulation antagonique du paradigme de reconnaissance » avec Charlotte Epstein), *Raisons Politiques*, 2016.
- Thomas Lindemann and Jens Thoemmes, « Épistémès temporelles et conflits armés », *Temporalités* [Online], 21 | 2015, Online since 16 July 2015, connection on 30 September 2015. URL : <http://temporalites.revues.org/2968>
- « Interest, passion, (non)recognition, and wars: a conceptual essay », *Global Discourse*, n°4, 2014 p. 483-496.
- « Recognizing (mis)recognition from the inside and the outside: some criteria for 'seizing' a slippery concept », *Global Discourse*, n°4, 2014, p. 542-549.
- (avec Richard Ned Lebow), « Cultural and Symbolic Origins of World War I », *International Relations*, vol. 28, n°2, juin 2014.
- « The case for an empirical and social-psychological study of recognition in international relations », *International Theory*, vol. 5, n°1, 2013.

Principales responsabilités scientifiques et administratives :

- Membre élu du Conseil de l'Administration de l'Association Française de Science Politique (depuis 2012).
- Membre élu du Comité National CNRS section 40 (2008-2012, réélu depuis 2012)
- Co-Responsable du Master « Analyse des Conflits » (avec Jacques de Maillard) à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ).

alainlucas.06@gmail.com

FORMATION

2013	Université de Nice Sophia-Antipolis Master 2 Droit, économie, gestion à finalité recherche et professionnelle Mention Science politique spécialité Expertise du politique et affaires publiques.
1999	Centre d'Etudes Supérieures Industrielles de Nice Gestion des petites et moyennes entreprises.
1993	Institut d'Etudes Politiques de Paris Sciences Po. Formation - cycle annuel « actualité de la décentralisation ».
1988	Ecole Nationale d'Administration Formation continue -voie d'accès réservée aux Assistants parlementaires.
1986	Institut d'Etudes Administratives et Politiques de Nancy Niveau licence - Administration Economique et Sociale.
1985	Diplômes d'Etudes Universitaires Générales Membre du Centre Universitaire d'Etudes Politiques de Nancy
1982	Baccalauréat - Série B

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 1989 **Directeur de cabinet - Assistant parlementaire** auprès d'élus locaux et nationaux. Gestion des dossiers politiques, économiques. Relations avec les élus. Gestion de proximité et intercommunalité - Dossiers parlementaires. Communication publique. collaborateurs. Relations avec les services de l'Etat et tous institutionnels.

AUTEUR

Deux ouvrages spécialisés : Le guide du candidat - 1994
Le métier de Directeur de cabinet - 1995

Trois essais d'actualité : Politiques Osez ! - 2007
La démocratie fait sa comédie - 2009
Entendez-vous ? essai sur le langage et la vérité en politique - 2012

COMPETENCES

ORGANISATION ADMINISTRATIVE Planification des objectifs - Dossiers réservés - Tenue des assemblées Intercommunalité administrative Mise en relation avec les Institutionnels Gestion services de proximité avec les élus Notes de synthèse et courriers politiques Conseils aux élus - aide à la décision politique	MANAGEMENT - ANIMATION D'EQUIPES Gestion et communication de crise Marketing politique : diagnostic, analyse et Anticipation et analyse des décisions Relations publiques et institutionnelles Organisation et gestion de l'événementiel Coordination interservices Relations presse institutionnelle et politique Politique de communication
---	---

Michel MANGENOT

Université de Lorraine, Institut supérieur d'administration et de management (ISAM-IAE),
25 rue Baron Louis, CS 10399 54 007 NANCY Cedex Tél. : 03 72 74 16 88

Courriel : michel.mangenot@univ-lorraine.fr

Page personnelle : <http://irenee.univ-lorraine.fr/michel-mangenot>

Né le 08/02/1972 à Rabat (Maroc), nationalité française

FONCTIONS ACTUELLES

- Professeur de science politique à l'Université de Lorraine et membre l'Institut de recherches sur l'évolution de la Nation et de l'Etat (IRENEE), depuis le septembre 2013
- Membre du Conseil d'administration de l'ISAM-IAE Nancy depuis février 2014
- Responsable du Master 1 Administration générale et territoriale, responsable adjoint du Master Management public, depuis septembre 2014

ANCIENNES FONCTIONS ET RESPONSABILITES

- 2005-2013 : Maître de conférences en science politique à l'Université et l'IEP de Strasbourg.
- 2006-2013 : Chargé de mission de la Présidence de l'Université de Strasbourg pour le Pôle Européen d'Administration Publique, réseau fédérant l'Université, l'IEP, l'ENA, l'INET et l'Euro-Institut.
- 2009-2013 : Membre du Conseil d'Administration de l'IEP de Strasbourg.
- 2007-2011 : Directeur adjoint du Groupe de Sociologie Politique Européenne (GSPE), équipe de recherche de l'UMR PRISME (CNRS 7012).
- 2005-2009 : Responsable du Master 2 Politiques et affaires publiques en Europe (mention Politiques européennes).
- 2003-2005 : Représentant français à l'Institut Européen d'Administration Publique de Maastricht (Pays-Bas), expert sectoriel mis à disposition par le Ministère français des Affaires étrangères.

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

2013. Agrégation de science politique

2000. Doctorat de science politique de l'Université Strasbourg III, thèse soutenue le 21 déc. 2000

1995. DEA de science politique de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg

1994. Maîtrise de science politique, Université Robert Schuman de Strasbourg.

OUVRAGES et numéros de revue depuis 2010

- *La coordination européenne dans tous ses Etats*, dir. du numéro 158 de la *Revue française d'administration publique* à paraître à l'été 2016.
- *Les institutions européennes font leur histoire. Regards croisés soixante ans après le traité de Paris* (dir. avec Sylvain Schirmann), Bruxelles, PIE Peter Lang, 2012, 278 pages.
- *Présider l'Union européenne. Présidences(s) du Conseil et système de gouvernement*, (dir. avec Ana Mar Fernández Pasarín), *Politique européenne*, numéro 35, 2011, 220 pages.
- *Le système présidentiel de l'Union européenne après Lisbonne* (dir. avec Véronique Charléty), Strasbourg, ENA, collection « Professionnels de l'Europe », 2011, 248 pages.
- *A political sociology of the European Union. Reassessing constructivism*, eds. (with Jay Rowell), Manchester University Press, 2010, 271 pages.

EXPERTISE ET VALORISATION

- Chargé de cours à l'ENA depuis 2011, Chronique d'administration européenne à la *Revue française d'administration publique (RFAP)* depuis 2015.
- Contrat de recherche européen : membre de l'équipe chargée de l'histoire de la Commission européenne vue l'intérieur entre 1973 et 1986, Université de Louvain-la-Neuve, (2009-2014).
- Membre du jury des Prix de thèse Pierre Pflimlin (IEP de Strasbourg) depuis 2011 et Jean-Louis Quermonne (CEDECE) depuis 2016.

Professeur de science politique - Directeur du M2 Gestion des collectivités territoriales - Membre du conseil de laboratoire de l'Institut des sciences sociales du politique, (UMR 7220 du CNRS) - Membre de l'Association française de science politique et de l'International Political Science Association (RC20 et RC2) - Membre du Conseil national des universités (4^{ème} section)

Coordonnées

UFR de Droit et de science politique - Bâtiment F
Université Paris Ouest - Nanterre la Défense
200, avenue de la République F-92001 Nanterre Cedex
Mail : eric.phelippeau@u-paris10.fr

Orientations de recherche

Sociologie de la professionnalisation politique et des mobilisations électorales - Financement de la vie politique - Politiques de probité publique - Evaluation des politiques publiques

Enseignements

Introduction à la science politique, Initiation à la sociologie, Sociologie de la décision, Financement et corruption de la vie politique, Evaluation des politiques publiques, Séminaire général de professionnalisation, Formes et pratiques du travail parlementaire, Corruption et politiques de probité publique

Titres universitaires

- HDR, Université Jules Verne, Amiens, 2014 (*La réforme du financement de la vie politique française. Analyse d'une codification, de ses usages et de ses effets*)
- Doctorat de science politique, Université Paris X Nanterre, 1996 (*Le baron de Mackau en politique. Contribution à une étude de la professionnalisation politique*)
- DEA de politique comparée, Université Paris X Nanterre, 1991
- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, 1989

Publications récentes

- *Le financement de la vie politique*, [avec Abel François], A. Colin, 2015.
- « Le financement de la vie politique française par les entreprises 1970-2012 », *L'Année sociologique*, vol.63, n°1, 2013.
- « Cumul de mandats, accumulation de capital économique et performance électorale », [avec Pascal Ragouet], in Martial Foucault, Abel François et Julien Navarro (éds.), *Le cumul des mandats*, Edition Economica, 2013.
- « Campaign financing and politicians' careers : a dynamic perspective », [avec Abel François et Pascal Ragouet], in Jonathan Mendilow (ed.), *Money, Corruption and Political Competition in Established and Emerging Democracies*, Lexington Books, 2012, pp.67-91.

Christophe ROUX

Né le 19/12/1975 à Rabat (Maroc)

Professeur de science politique à l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS)

Chercheur à l'Equipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés (ERMES, UNS)

Chercheur associé au Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (CEPEL, Université de Montpellier-CNRS)

ERMES - Département de science politique, Faculté de droit et de science politique, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 Nice Cedex 1, christophe.roux@unice.fr
Page personnelle : <http://www.ermes-unice.fr/?q=node/205>

Titres et diplômes

1998 : maîtrise de science politique, Université Lille 2

1999 : DEA de science politique, mention politique comparée, Université Lille 2

2005 : doctorat en science politique (Université Lille 2, CERAPS) et en politique comparée et européenne (Université de Sienna, CIRCaP) (cotutelle)

2013 : lauréat du concours d'agrégation en science politique

Parcours universitaire

2000-2003 : allocataire de recherche, Université Lille 2

2003-2005 : ATER à l'IEP de Lille

2006-2007 : post-doctorat à l'Université de Sienna (CIRCaP)

2007-2008 : post-doctorat au CNRS (CEPEL)

2008-2013 : maître de conférences en science politique, Université Montpellier 1 (CEPEL)

2013- : professeur de science politique, Université Nice Sophia Antipolis (ERMES)

Thèmes de recherche

Nations et nationalismes, mobilisations régionalistes, systèmes politiques de l'Europe du Sud, étude de la science politique comme discipline, politique comparée et sociologie historique.

Publications récentes (ouvrages)

La démocratie espagnole, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016 (à paraître) (dir., avec H. Peres)

Corse française et Sardaigne italienne. Fragments périphériques de construction nationale, Paris, L'Harmattan, 2014.

« L'Europe du Sud dans la crise », direction de numéro thématique, *Pôle Sud*, n° 39, 2013.

Enseignements

Introduction à la science politique (L1 Histoire parcours science politique), théories des relations internationales (L3 science politique), politique comparée (M1 science politique), grands problèmes politiques contemporains (M2 expertise du politique et des affaires publiques). Professeur invité aux Universités de Salamanque (2007, 2011) et Grenade (2010).

Principales responsabilités scientifiques

Rédacteur en chef de la revue *Pôle Sud* ; membre du comité de rédaction de la *Revue Internationale de Politique Comparée*.

Membre du comité exécutif du groupe de politique italienne (CONGRIPS) de l'Association Américaine de Science Politique (APSA).

Chercheur invité à l'Université de Sienna (2009), Conseil Supérieur de Recherches Scientifiques espagnol (2010), Université du Texas à Austin (2011).

Principales responsabilités administratives actuelles

Directeur du département de science politique de l'UNS.

Président du comité permanent des ressources humaines en science politique à l'UNS.

Membre à l'UNS du conseil de gestion de l'UFR droit et science politique, du conseil du laboratoire ERMES et du conseil de l'Ecole doctorale droit et sciences politiques, économiques et de gestion.

Responsable du parcours science politique de la Licence Histoire.

40 ans, 2 enfants.

Diplômes :

- 2015 : Habilitation à diriger des recherches (Université Grenoble Alpes)
- 2003 : Doctorat de l'IEP de Paris
- 1998 : DEA de l'IEP de Paris
- 1997 : Diplôme de l'IEP de Paris

Parcours professionnel :

- Depuis 2013 : *Associate Professor*, Sciences Po, Paris
- 2004-2009 : Chargé de recherches Fondation Nationale des Sciences Politiques
- 2003-2004 : ATER, IEP de Grenoble
- 2002-2003 : ATER, IEP de Lille
- 1998-2001 : Allocataire de recherche, IEP de Paris

Affiliations :

- Depuis 2012 : chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po.
- Depuis 2009 : chercheur au Centre d'études européennes de Sciences Po.
- 2010 : Invited fellow, Nuffield College, Oxford.
- 2009-2010 : Professeur invité à l'Ecole d'économie de Paris
- 2008-2009 : Professeur invité à l'Ecole Polytechnique.
- 2005-2005: Vincent Wright Fellow, Institut Universitaire Européen, Florence.

Responsabilités actuelles :

- Depuis 2013 : membre du Scientific Advisory Board de l'Enquête sociale européenne
- Depuis 2012 : Co directeur de l'axe *Evaluation de la démocratie* au LIEPP
- Depuis 2010 : membre du comité directeur du *Comparative Study of Electoral Systems*
- Depuis 2010 : membre du comité de rédaction de la Revue internationale de politique comparée

Financements obtenus auprès de l'Agence nationale de la recherche, du Ministère de la recherche, du fonds canadien pour la recherche, de la Mairie de Paris.

Publications (sélection)

- Mayer, N., Sauger N. (eds) (2015) Les élections européennes de 2014 : élections de crise, élections en crise, numéro spécial de *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 53 (1).
- Sauger, N. (2014). Economie et vote en 2012, *Revue Française de Science Politique*, 63:6, 1031-1049.
- Van der Straeten, . N. Sauger et al. (2013). Mechanical and psychological effects in candidate elections, *British Journal of Political Science*, 43:4, 937-944.
- Blais, A., Sauger, N., Van der Straeten, K. et al. (2011). Vote Choice in One-Round and Two-Round Elections: An Experimental Study. *Political Research Quarterly*, 64(3), 637-645.
- Dupoirier, E., & Sauger, N. (2010). Four rounds in a row: The impact of presidential election outcomes on legislative elections in France. *French Politics*, 8(1), 21-41.
- Boy, D., Cautrès, B., & Sauger, N. (eds). *Les Français: des Européens comme les autres?* Paris: Presses de Sciences-Po.
- Grossman, E., & Sauger, N. (eds)(2009). *The Institutions of the French 5th Republic at 50*. Abingdon: Routledge.
- Sauger, N., Brouard, S., & Grossman, E. (2007). *Les Français contre l'Europe ? Les sens du référendum du 29 mai 2005*. Paris: Presses de Sciences-Po.

Andy SMITH

Directeur de recherche FNSP
Centre Émile Durkheim-Sciences Po Bordeaux

Adresse professionnelle : CED, Sciences Po Bordeaux, 11 Allée Ausone 33607 Pessac, France
a.smith@sciencespobordeaux.fr ; tél : 05 56 84 41 82/06 08 78 58 44

Né le 24.7.63 à Littlehampton (Angleterre). Marié, trois enfants.

Directeur de recherche FNSP depuis juin 2003 ; recruté comme chargé de recherche en juin 1996

Qualifications :

HDR, soutenue à Science Po Bordeaux en juin 1999

Doctorat de science politique, Sciences Po Grenoble, mars 1995

DEA d'études politiques, Sciences Po Grenoble, septembre 1991

BA in « *Politics* », Université d'Exeter, 1981-84

Thèmes de recherche actuels :

- Économie politique
- Intégration européenne
- Le rôle des valeurs dans l'action politique des élites

Publications principales :

The Politics of Economic Activity, Oxford, Oxford University Press, 2016 (sous presse)

Varietals of Capitalism: A political economy of the changing wine industry, Ithaca, Cornell University Press, 2016 (avec X. Itçaina et A. Roger)

The EU's Government of Industries: Markets, Institutions and Politics, London, Routledge, 2014 (codirection avec B. Jullien)

Le gouvernement européen : une sociologie politique, Paris, LGDJ, 2010 (deuxième édition)

Industries and globalization : the political causality of difference, Basingstoke, Palgrave, 2008 (codirection avec B. Jullien)

Vin et politique, Paris, Presses de Sciences po, 2007 (avec J. de Maillard et O. Costa)

Politics and the European Commission, London Routledge, 2004 (direction de l'ouvrage)

Les commissaires européens : diplomates, technocrates ou politiques ?, Paris, Presses de Sciences Po, 2002 (avec J. Joana)

Enseignements actuels (à Sciences Po Bordeaux) :

« Séminaire de lectures » (séminaire de Master recherche en sociologie politique comparée)

« Économie et action publique » (séminaire de Master recherche en sociologie politique comparée)

« L'économie politique internationale » (séminaire de Master recherche en RI)